

LA GUERRE DU BILLET VERT CONTRE LES PEUPLES



LA HAUSSE DU DOLLAR SA SIGNIFICATION QUE PEUT-ON FAIRE ?

Paul BOCCARA

Depuis trois à quatre ans la progression du dollar avait déjà été considérable.

Au mois d'août la spéculation internationale lui a fait franchir de nouveaux records. Faut-il y voir un signe de bonne santé de l'économie des U.S.A. ? Et sinon quelles sont les causes de cette nouvelle envolée par rapport à toutes les autres monnaies ?

La spéculation qui a récemment poussé si fortement le dollar s'est greffée sur des mouve-

ments plus profonds qui se situent dans le cadre des développements de la crise de structure de l'économie capitaliste. Loin d'être un élément d'assainissement cette hausse du dollar exprime des contradictions et des difficultés profondes de cette crise de structures.

Il faut commencer par le mouvement fondamental à la base de ces contradictions : le développement d'une croissance des profits et du capital au plan financier, en opposition avec la croissance des investissements réels et des profits de la production, en raison de la suraccumulation durable et de la surproduction massive. →

Cette croissance financière va de pair avec la progression du chômage puisqu'on fait de l'accumulation en monnaie, en devises, en or, en titres (obligations, actions), au lieu de développer la production réelle. Comme ces éléments financiers sont davantage demandés, cela entraîne la hausse de leurs prix et donc des possibilités de profits par la spéculation, ce qui tend à renforcer encore la demande et les prix de ces éléments financiers, malgré des fluctuations secondaires.

La gestion financière, la gestion de ces capitaux monétaires pour faire les meilleurs placements, qui rapporteront le plus en monnaie indépendamment de la production, est devenue « la grande chose » dans les entreprises, y compris les entreprises nationales. Récemment M. M. Albert, l'ancien commissaire au Plan a déclaré : « il vaut mieux spéculer qu'investir ». Dans le cadre du C.M.E. et de sa domination par les Etats-Unis, le dollar joue le rôle de monnaie internationale dans le système monétaire à côté de l'or. Dans la crise du C.M.E. il connaît un gonflement et une demande importante. Il ne s'agit pas seulement d'un moyen de faire du profit et d'accumuler du capital financier, mais aussi d'un moyen de redistribuer les cartes par la constitution de « trésors » et par l'achat et la vente d'entreprises.

En liaison avec cette croissance financière l'émission de dollars joue un rôle de planche à billets à l'échelle du monde capitaliste tout entier et dans une certaine mesure au-delà. Cette émission de billets verts acceptés à l'échelle internationale constitue le moyen d'un véritable prélèvement inflationniste, un énorme impôt prélevé sur les peuples au bénéfice de l'impérialisme des Etats-Unis et aussi au bénéfice des grandes banques et des grandes sociétés privées multinationales qui opèrent surtout en dollars, notamment celles qui sont basées aux Etats-Unis. Les banques privées multinationales créent elles-mêmes des dollars, en empruntant plusieurs fois les mêmes dollars sortis des Etats-Unis (car les premiers emprunteurs les redéposent en partie chez elles). (*)

Mais pourquoi cela fait-il monter le dollar plus précisément depuis 1979 ?

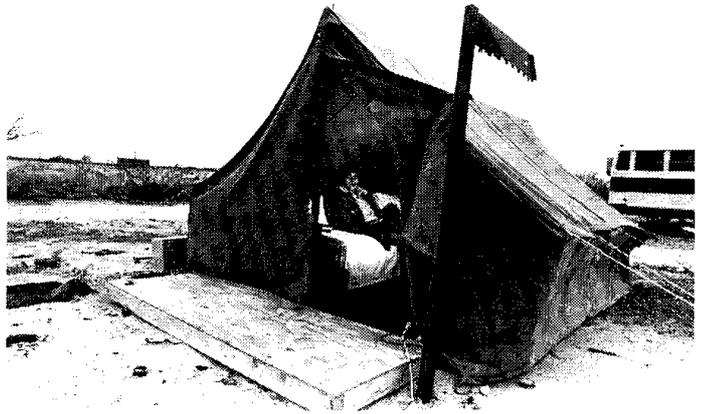
Je n'ai évoqué que la toile de fond, la base de l'explication dans la crise de structures. Sur cette base il faut considérer l'évolution. Avec le gonflement de la monnaie-dollar dans le monde,

(*) L'émission de monnaies qui est un privilège d'Etat dans chaque pays joue comme un privilège à l'échelle du monde entier puisque le dollar est accepté partout. A partir de cette émission on fait des crédits à l'Etat ou aux entreprises. Cela leur permet d'acheter éventuellement au-delà de ce qu'ils vont produire ou recevoir et cela peut représenter un prélèvement : car ils peuvent acheter sans recette. Et ce prélèvement, cet impôt sur les richesses du monde peut être inflationniste dans la mesure où il augmente la demande monétaire et les prix en dollars en contradiction avec les limites de la production, cette hausse des prix permettant ensuite l'augmentation des recettes et le remboursement, en attendant de nouveaux crédits plus importants.

il y a un double mouvement concernant le dollar lui-même.

Un premier mouvement peut conduire à manquer de confiance vis-à-vis du dollar : parce qu'il y a trop de dollars par rapport à ce que représentent la production et les exportations des Etats-Unis. Ainsi, aidées par l'émission de dollars, il y a eu d'énormes sorties de capitaux américains, qui ont permis d'acheter des entreprises à l'étranger. Mais en face de ces énormes sorties de capitaux, il n'y avait pas de rentrées de fonds correspondantes par les échanges commerciaux. On a donc de plus en plus acheté avec du papier et non avec des sorties de richesses américaines. En même temps avec l'inflation accélérée, le pouvoir d'achat du dollar a tendu à baisser aux Etats-Unis et dans le monde. Parallèlement à la perte de confiance dans le dollar, l'or montait et le concurrençait comme monnaie refuge en passant de 35 dollars l'once à la fin des années 60 à 700 dollars et plus à la fin des années 70 (pour revenir à plus de 420 dollars dans l'été 83). Mais il faut souligner qu'en même temps que la confiance dans le dollar était minée, son rôle et « l'impôt » qu'il constitue sur les peuples augmentaient.

Ces difficultés du dollar ont culminé en 1979



Beaucoup de chômeurs quittent leur ville, leur Etat à la quête d'un emploi. Ils vivent dans leurs voitures ou sous la tente — au Texas, les camps de « nomades » se multiplient. Pour subsister ils ont recours à différents expédients, certains vendent leur sang. Ce sont les nouveaux pauvres de l'Amérique.

où il ne valait plus que 4 francs. Elles ont suscité la mise en place d'autres unités monétaires exprimées en paniers de monnaies depuis la création des Droits de Tirage Spéciaux (D.T.S.) pour soutenir le dollar au F.M.I., jusqu'à la création de paniers de monnaies zonaux comme l'Ecu au niveau de la C.E.E. Même les pays pétroliers se demandaient s'ils allaient continuer à se faire payer en dollars.

C'est sur cette base de difficultés qu'il y a eu en quelque sorte une contre-attaque des Etats-Unis pour soutenir le dollar. Pour contre-balancer les sorties massives de dollars des Etats-Unis, il s'agissait d'en attirer le plus possible d'où l'augmentation des taux d'intérêts américains qui

rendaient en outre les placements en dollars très avantageux. Tout cela a gonflé la demande internationale de dollars. Cela a entraîné une hausse nouvelle du prix du dollar, ce qui a encore stimulé la demande de dollars pour tirer les profits spéculatifs de sa hausse. Cette contre-attaque des Etats-Unis montre qu'il ne s'agit pas simplement d'un grand succès, mais au contraire d'une défense à partir d'une grande faiblesse.



Cette photo a été prise le 19 janvier 1983. Ce jour-là les usines de construction automobiles, l'A.O. Smith Corporation offraient 200 postes. 20.000 candidats se sont présentés. Certains ont attendu 4 jours et 4 nuits par 8° en dessous de zéro. La même scène s'est produite à Chicago devant la Sté Mayor Jane Byrne qui offrait 3.800 emplois temporaires. Ce jour-là la police est intervenue quand les portes se sont ouvertes... Chicago, 12,8 % de la population active en chômage.



File de chômeurs devant une soupe populaire. Beaucoup d'Américains découvrent avec stupeur que la faim et la pauvreté ne sont pas le lot des seuls pays sous-développés.

Deux autres éléments expliquent les tendances à la hausse du dollar, (qui a pratiquement doublé de 1979 à l'été 1983, de 4 à 8 francs), qui résultant moins d'une stratégie montrent encore plus la faiblesse et les contradictions de l'économie des Etats-Unis et du monde capitaliste.

• Un élément sur le plan conjoncturel est constitué par un grand gonflement inflationniste débouchant sur une crise de surproduction au début 1980. Aux Etats-Unis, le gouvernement (comme ailleurs dans le monde capitaliste) met en place une politique monétaire restrictive visant à freiner la production en excès, étant donnée l'in-

suffisance des débouchés. Ce qui va développer le chômage. Cette politique cherchant à freiner l'augmentation du volume de monnaie et élevant les taux d'intérêt aux Etats-Unis, rend plus difficiles, plus sélectifs, l'accès et les bénéfices de la « planche à billets » du dollar, pour les réserver aux grands utilisateurs. Cela rend l'offre globale de dollars encore plus insuffisante du moins relativement à la demande globale.

• Un second élément plus structurel est le déficit du budget des Etats-Unis. Dans le cadre de la surproduction et de la crise de structures, les dépenses de l'Etat sont plus importantes que ses recettes, d'autant plus que si les dépenses de l'Etat sont freinées dans le domaine social, elles augmentent dans les dépenses de soutien aux plus grands groupes en difficulté (tel Chrysler) ou de la course aux armements. En conséquence, la demande de dollars empruntés par l'Etat américain pour financer le déficit du budget joue un rôle important pour pousser et à la hausse des taux d'intérêt et à la hausse du dollar lui-même. Ce sont bien là des éléments de faiblesse des Etats-Unis.

Dans le monde entier aussi, toute une série de déficits se sont développés avec la crise de structures et se sont aggravés dans la conjoncture de surproduction de 1980-82. Tous ces déficits se traduisent par une augmentation des demandes de dollars : déficits et donc endettement des Etats, déficits des balances des paiements au plan international et donc là aussi endettement. Quant aux entreprises elles-mêmes elles affichent aussi des déficits. Mais ce n'est pas la même chose : la croissance financière, les prélèvements des capitalistes sur les entreprises mettent celles-ci en déficit apparent, face aux limites des débouchés et des recettes. On augmente les provisions financières, les amortissements, on cède des actifs, on licencie, on prélève sur les ressources réelles de l'entreprise pour la croissance financière et spéculative. Et avec ces ressources prélevées, on tend à demander surtout des dollars.

Mais depuis 1983, il y a eu une modification de la conjoncture américaine et le dollar a monté plus rapidement cet été ?

Il semble que l'on ait la conjonction de phénomènes contradictoires qui poussent à la hausse du dollar et traduisent non l'assainissement durable, mais au contraire la profondeur de la crise de structures, ainsi que les efforts de l'impérialisme des Etats-Unis pour transférer ses difficultés sur d'autres nations et pour faire bénéficier davantage les grands groupes américains ou ceux opérant en dollars, de ces prélèvements du dollar.

Les pays en voie de développement subissent une très forte pression : baisse de leurs recettes d'exportation, hausse des prix d'importation en dollars, d'où détérioration et endettement formidable en dollars avec des hauts taux d'intérêt. Cela a créé une situation de très forte demande →

de dollars. A partir de l'été 82, des Etats (Mexique, Brésil, etc.) ont chancelé. Il a fallu freiner quelque peu la hausse des taux d'intérêt et donc du dollar. On les a surtout aidés par de nouveaux crédits ou des reports d'échéances, ce qui contribue à accentuer ensuite la demande de dollars.

La gravité des déficits de la balance des paiements de plusieurs pays capitalistes développés (Italie, France, Espagne, etc.) joue dans le même sens pour la demande de dollars.

Par ailleurs intervient le début de la reprise aux Etats-Unis (qui ne signifie pas du tout la fin de la crise de structures et de la dépression générale de l'emploi). Avec la reprise de la croissance réelle, des ressources nouvelles sont mises à la disposition des entreprises, de certains ménages, pour relancer encore davantage la croissance financière elle-même.

Cela traduit le caractère malsain de la reprise qui relance dans une certaine mesure la production mais donne encore un coup de fouet supplémentaire à la croissance financière.

De plus, malgré la relance de la production, le déficit du budget des Etats-Unis n'est pas réduit au contraire, car la reprise s'est faite aussi à coup de financements et d'aides publiques aux groupes monopolistes. Cela constitue un élément important de nouvelles demandes de dollars et donc de tendance à sa hausse.

Lorsqu'à droite on prétend que les Etats-Unis ont vaincu l'inflation, on oublie la chute de la production et la montée du chômage. Il n'y a pas là de quoi crier victoire.

Ensuite, si la hausse du dollar diminue les prix des importations des Etats-Unis et aide à abaisser les coûts de production aux Etats-Unis, cela se traduit au contraire dans les autres pays par une hausse des prix des importations, un alourdissement des coûts : il y a un transfert de l'inflation des Etats-Unis sur d'autres pays, surtout des pays en développement (au Brésil 150 % de hausse des prix en un an) mais aussi, dans une moindre proportion en France et ailleurs. Une baisse limitée du dollar par rapport aux taux record de la mi-août, n'efface pas sa hauteur considérable, et les pressions à la hausse persistent par ailleurs.

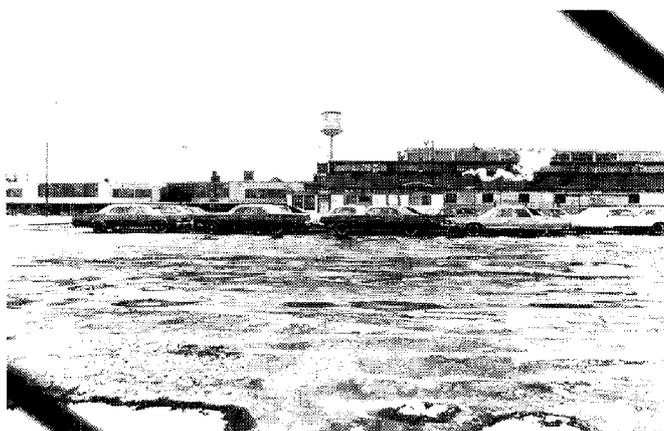
Quel peut être l'impact de la hausse du dollar sur la reprise américaine et sur la conjoncture du monde capitaliste ?

La reprise qui a commencé aux Etats-Unis est affectée par ces conditions, les pressions à la hausse du dollar et des taux d'intérêt qui s'opposent à la solidité de la reprise et à sa généralisation dans le monde capitaliste.

Dans les pays en voie de développement, qui sont écrasés par le poids des dettes et des remboursements, la hausse du dollar et des taux d'intérêt aggravent considérablement cette charge. C'est un obstacle de poids à la relance de la production, à moins de remettre en cause les rapports de domination qu'ils subissent. Les pays

développés eux-mêmes rencontrent de grandes difficultés. Récemment le ministre allemand de l'Economie Otto Lambsdorff déclarait que la reprise en R.F.A. serait certainement difficile si l'on était obligé de suivre les taux d'intérêt U.S. La hauteur de ces taux fait partie des facteurs qui s'opposent à une reprise importante de l'investissement.

C'est valable pour toute l'Europe occidentale et pour l'ensemble du monde capitaliste. Il n'y a pas seulement le problème des taux d'intérêt.



Usine Chrysler à Detroit : la firme a procédé à un « redressement à l'américaine » : suppression en une fois de plus de 30.000 emplois. Ce qui fait rêver certains chefs d'entreprises français...



L'industrie automobile U.S. connaît de graves difficultés. Le N° 1 japonais de l'automobile Nissan s'installe pourtant à Smyrna dans le Tennessee. Parmi ses meilleurs atouts... 15 % de la population active en chômage. Nissan, contre « la sécurité de l'emploi » et aucune représentation syndicale, offre des salaires horaires de 8,60 dollars, contre les 11 qui sont payés à General Motors. Les syndicats réagissent...

Il y a aussi celui des prix des produits importés payés en dollars, qu'il s'agisse du pétrole (où la contraction des prix à la production peut être annulée par la hausse du dollar) ou qu'il s'agisse de toute une série de matières premières ou de moyens de production. Cela fait pression sur les coûts et les conditions de production des autres pays et pèse contre la relance.

Selon certains, les autres pays bénéficieraient de la hausse du dollar. Cela favoriserait leurs exportations aux Etats-Unis avec des prix plus bas en dollars. Cela n'est valable que pour un nombre limité de secteurs et d'entreprises. Globalement

le pourcentage des produits importés en dollars est beaucoup plus important que les facturations des exportations en dollars. En France, 30 % des importations sont facturées en dollars contre seulement 14 % des exportations. Pour la R.F.A., il y a 15 % des exportations en dollars contre 50 % dans la Communauté européenne.

Ces difficultés peuvent se répercuter négativement sur la relance aux Etats-Unis, laquelle est assez vive depuis quelques mois, même si cela ne s'est pas très sensiblement traduit au niveau de l'emploi. Avec la hausse des taux d'intérêt et du dollar, ce qui rapporte le plus aux entreprises du monde capitaliste ce sont les exportations de capitaux aux Etats-Unis, pour y profiter des opportunités de profits de change avec des recettes en dollars. Ce qui diminue encore les possibilités de relance hors Etats-Unis.

Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a pas de relance aux Etats-Unis et qu'il n'y aura pas de relance internationale. Mais elle serait extrêmement contradictoire, affaiblie et précaire. Et quand elle cessera, les contradictions encore aggravées éclateront entre la croissance pour le capital financier et une croissance pour la production réelle, pour les hommes, pour la vie.

Mais plus précisément, en France comment cela pèse-t-il sur la situation économique ?

La France participe à ce mouvement d'ensemble que je viens d'évoquer. La pression de la hausse du dollar et des taux d'intérêt U.S. ne s'exerce pas seulement au niveau des investissements réels des entreprises, de la production et de l'emploi, mais aussi au niveau du budget de l'Etat et des dépenses publiques (dans la mesure où les emprunts publics coûtent plus cher) et donc pèse pour limiter les dépenses sociales.

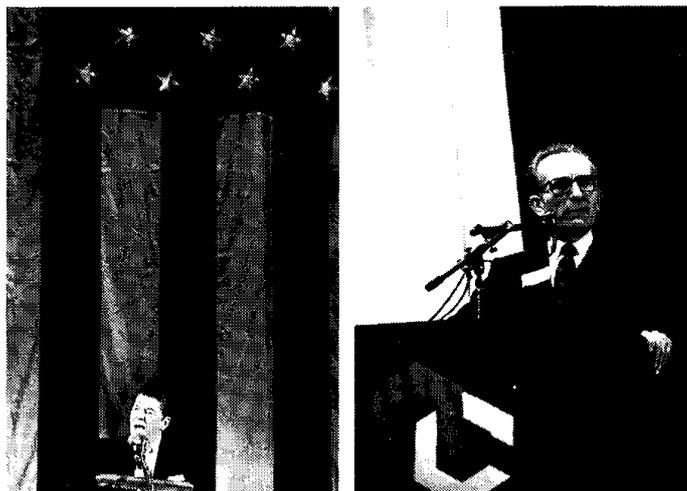
La droite française mène une campagne extrêmement démagogique. Elle parle d'assainissement et de succès de la politique de Reagan et des Etats-Unis. Alors qu'il s'agit de prélèvements considérables sur le monde entier et sur la France en particulier. Elle cache les énormes déficits de l'Etat américain, les énormes gâchis financiers, le chômage massif et les difficultés considérables des masses populaires américaines.

Les Etats-Unis mènent une politique de guerre économique qui met dans une situation catastrophique de nombreux pays du tiers monde, qui agresse les autres pays capitalistes développés censés être ses alliés. Cette politique se fait sur le dos d'une classe ouvrière mise dans des conditions très dures de chômage, de difficultés, de pauvreté. Elle développe une croissance cynique de la finance contre tous les peuples. La droite française applaudit cette « force » et ces « succès » comme elle applaudissait Hitler. Du « Figaro » à « France-Soir », de Monory à Giscard d'Estaing il y a une attitude de dénigrement de la France et de soutien à l'agression extérieure, qu'il convient de dénoncer avec force.

Le patronat pour sa part évoque à nouveau les charges sociales exagérées, il réclame plus

d'aides publiques mais ne dit rien des charges de la croissance financière et spéculative au détriment de la croissance réelle. De grandes entreprises (comme B.S.N. qui utiliserait un trésor de guerre d'environ un milliard de dollars, ou Schlumberger qui utiliserait un « trésor » de 5 milliards de dollars) spéculent et achètent des dollars contre des francs, et M. Gattaz se plaint des charges salariales excessives. C'est trop spéculer sur la désinformation des médias.

Même les entreprises publiques (Renault ou d'autres) participent dans une certaine mesure à



La droite française parle d'assainissement et de succès de la politique de Reagan et des Etats-Unis alors qu'il s'agit de prélèvements considérables sur le monde entier et sur la France en particulier. De grandes entreprises spéculent et achètent des dollars contre des francs, et M. Gattaz se plaint des charges salariales excessives...

cette spéculation. Le journal « Le Matin » évoque à propos du dollar à 8 F. la fortune qui sourit aux audacieux qui exportent des capitaux aux Etats-Unis, parce que les entreprises basées en Amérique détiennent des dollars. Il prétend que ces capitalistes là « ont les pieds bien sur terre ». En tout cas, pas sur la terre française.

La hausse du dollar apparaît à beaucoup une fatalité qu'il faudrait subir puisqu'on ne peut pas changer la politique U.S. Qu'est-ce que le gouvernement français peut faire à son échelle ?

La politique du gouvernement de gauche, après avoir apporté nombre d'acquis a commencé à se heurter à d'importantes difficultés sous la pression des comportements des entreprises françaises privées ou publiques et de l'attitude des capitalistes à l'intérieur et à l'extérieur. Les problèmes du franc ont poussé à la politique dite de « rigueur » avec des éléments que l'on peut critiquer. Devant la nouvelle hausse du dollar, les pressions sont très fortes pour que le gouvernement accentue, dans le cadre d'un scénario international assombri, une politique de sacrifices pour les salariés et les masses populaires au nom de la « rigueur ». M. Gattaz fait pression de toutes ses forces dans ce sens.

Ce n'est pas de cette rigueur-là, qui déprime son marché intérieur et les capacités de dévelop- ➔

pement de ses travailleurs, que la France a besoin, mais d'une rigueur en faveur de l'emploi et de la production nationale. Rigueur à l'égard des entreprises françaises, non pas comme le prétend le patronat pour les écraser et « tuer la poule aux œufs d'or », mais pour qu'il y ait croissance réelle de la production et de l'emploi et non pas croissance financière. Le problème est d'arriver à traduire cela en actes, en s'en prenant résolument à tous les prélèvements sur les entreprises qui visent à la croissance financière des patrimoines capitalistes et non à l'accroissement de l'emploi et de la production. Ce qui n'empêche pas des aides financières mais avec comme critère la progression de l'emploi, des productions efficaces et en organisant rigoureusement le contrôle de l'utilisation de ces aides publiques et des crédits.

Il n'y a pas que la gestion des entreprises industrielles privées et publiques. Les banques françaises sont encore très largement tournées vers la croissance financière internationale. L'« Humanité » vient encore de révéler ce scandale de la Société Générale et de sa filiale de Panama recommandant de faire des placements avantageux dans un pays où le contrôle des changes et des spéculations était inexistant. Il faut d'autres critères de gestion des entreprises en général contre les gâchis financiers, pour la croissance de la richesse nationale, de la valeur ajoutée réelle de façon efficace. Il faut aussi pour les banques d'autres critères d'attribution des crédits. Il faut des réformes de structures notamment la constitution de réserves auprès de la banque centrale pour organiser la solidarité entre banques françaises dans l'intérêt d'un soutien de l'économie nationale permettant un abaissement des taux d'intérêt, au lieu d'une solidarité avec les marchés financiers internationaux dans l'intérêt d'une plus grande croissance financière.

Dans la mesure où l'on a des déficits de la balance des paiements, il faut bien faire des emprunts. Mais on n'est pas toujours obligé de les faire en dollars et le gouvernement a d'ailleurs essayé de faire des emprunts en Ecu. En outre, ces déficits peuvent être réduits. Pour compenser l'effet négatif de la hausse du dollar sur les importations, on évoque la nécessité de renforcer notre effort à l'exportation. Mais plus que jamais il s'agit de la lutte contre les excès d'importations de marchandises et contre les excès d'exportations de capitaux renchérissés par la hausse du dollar. Les difficultés de la croissance des exportations soulignent le fait qu'il ne faut pas s'essouffler à courir après une croissance des exportations qui serait payée par un gonflement des importations de marchandises et des exportations de capitaux.

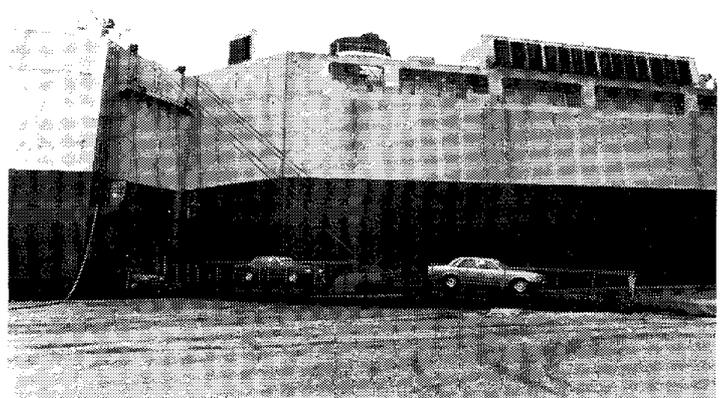
Au niveau du budget lui-même le problème de la couverture des déficits par des emprunts coûteux auprès des capitalistes doit être mis en cause. Le gouvernement a raison de dire que les pays européens doivent agir ensemble, de même qu'il a raison d'évoquer la nécessité de réforme profonde du système monétaire international. Mais la question est posée de la concrétisation de ces propositions, en commençant par engager les banques françaises à d'autres relations en ce qui concerne le dollar.

De ce point de vue, quelles sont les possibilités de faire bouger les choses concrètement et quel-les peuvent être les initiatives françaises ?

Il y a un problème de conscience politique dans le monde entier. Les peuples ne se rendent pas assez compte à quel point le dollar est un prélèvement important sur le monde. On ne se rend pas



Faire prédominer le développement des peuples dans leur masse.



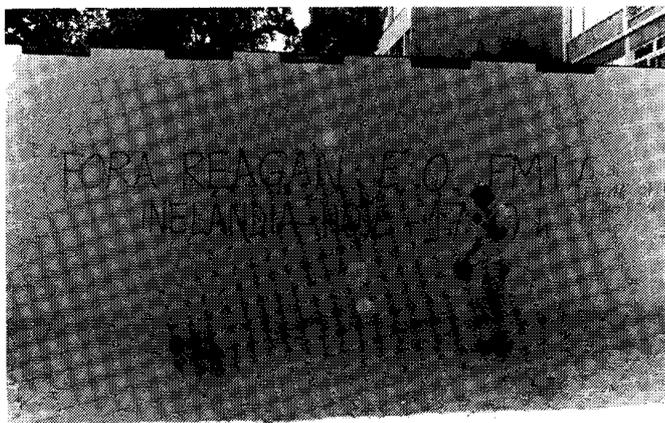
Arrivée de « Toyota » dans le port de Cherbourg.

assez compte de la possibilité de l'alliance qui pourrait exister contre la domination du dollar, depuis les pays sous-développés écrasés, jusqu'aux pays développés comme la France, la R.F.A., etc., dont les peuples subissent cette domination, et jusqu'aux pays socialistes dont plusieurs ont des difficultés du fait de la pression du dollar.

Le Président de la République a proposé la tenue d'une conférence monétaire internationale. Les pays non-alignés ont avancé la même idée. Il faudrait que se développe suffisamment la campagne dans le monde entier face à l'obstruction des Etats-Unis sur la réforme du système monétaire. Il faut faire des propositions concrètes, graduelles. Mais ces propositions ne doivent pas

être des palliatifs qui permettraient d'alléger certaines souffrances tout en renforçant par ailleurs la domination du système. Les propositions doivent s'attaquer non pas à un excès momentané éventuel de la pression du dollar, en demandant aux Etats-Unis de bien vouloir réduire les taux d'intérêt ou de bien vouloir diminuer le déficit de leur budget ou de bien vouloir augmenter l'émission de dollar dans le cadre des institutions monétaires internationales (F.M.I. et Banque Mondiale). **Les propositions devraient partir du fait qu'il est désormais inadmissible qu'une monnaie nationale soit une monnaie internationale.** Les institutions monétaires et financières F.M.I., Banque Mondiale, sont dominées par les Etats-Unis. Il faudrait parvenir à une véritable internationalisation de ces institutions qui doivent être dirigées dans l'intérêt de tous les pays du monde et non pas de quelques Etats et des banques privées comme aujourd'hui. Ces mesures doivent viser à mettre en cause la domination des banques privées sur le monde entier.

Une démocratisation profonde des institutions monétaires internationales devrait permettre de



Rio de Janeiro : inscriptions hostiles à Reagan et au F.M.I.

faire prédominer le développement des peuples dans leur masse à l'opposé du contenu de classe des interventions actuelles du F.M.I. Le F.M.I. conditionne en effet ses aides particulières aux pays accablés de dettes à de sévères politiques d'austérité (réduction des salaires et des dépenses sociales) pour augmenter les profits appropriables, au nom de la rigueur pour abaisser les coûts, au lieu de demander des réductions des gaspillages financiers et des dépenses de luxe, afin de développer les capacités des hommes et leurs moyens de production efficace.

Bien-sûr, on ne peut aller que graduellement vers ces objectifs. Tout d'abord, on peut augmenter le rôle des monnaies zonales comme l'Ecu au niveau de la C.E.E. ou d'autres monnaies zonales qui pourraient se créer, c'est-à-dire par exemple libeller d'avantage d'échanges internationaux en Ecu, en faisant valoir les garanties de stabilité que cela représente, ou encore libeller en Ecu davantage d'emprunts.

Evidemment cela ne doit pas signifier une domination du deutsche mark. On peut également développer des accords de compensation (donc hors dollar) dans des accords d'échanges à long

terme de pays à pays. En ce qui concerne les problèmes de financement de crédits internationaux nouveaux, la question est posée d'augmenter les possibilités de financement du F.M.I. ou de la Banque Mondiale pour de nouveaux financements pour l'aide au développement. Il faut effectivement une émission importante de monnaies internationales en faveur des pays sous-développés. Il n'y a pas de raison qu'on prélève en faveur des plus gros et que l'on n'émette pas en faveur des plus pauvres, avec un effort bien-sûr pour que cela permette de développer leur production nouvelle. Mais il ne faut pas que ce soit du dollar qu'on émette, sinon on va donner d'un côté et reprendre de l'autre. On peut concevoir une unité de type DTS, c'est-à-dire un panier de monnaies mais élargi où le poids du dollar soit nettement diminué. On peut concevoir de développer cette espèce de DTS élargi. Pourquoi n'y aurait-il pas auprès d'un organisme spécialisé de l'O.N.U. à la fois un contrôle de l'affectation de cette émission nouvelle et des réserves obligatoires des banques privées multinationales qui seraient en dollar, comme il y a des réserves obligatoires des banques françaises auprès de la Banque de France. Cela permettrait de geler des dollars créés en proportion de cette émission nouvelle.

Comment les travailleurs peuvent-ils intervenir sur ces questions ?

Tout d'abord au niveau des entreprises privées et publiques et au niveau des banques, l'action des travailleurs peut être importante. On a vu comment les prélèvements financiers sur les entreprises favorisent l'exportation de capitaux, la croissance inflationniste à l'intérieur, les gâchis financiers. Cela nous rend beaucoup plus sensibles aux pressions du dollar tandis que de l'autre côté cela constitue la « participation française » à la montée du dollar et à l'alimentation de ses pressions. Les banques constituent un secteur particulièrement sensible dans cet ensemble. Les travailleurs peuvent agir notamment au niveau des institutions bancaires régionales pour proposer une utilisation des crédits en faveur de l'emploi, d'une croissance réelle efficace, d'une lutte contre les excès d'importations et non pas pour alimenter la croissance financière, les exportations de capitaux et la spéculation. Ces choses-là sont maintenant connues au niveau des principes. Il faudrait maintenant que cela se traduise par le repérage de tous ces faits négatifs dans les entreprises et par des propositions et des luttes qui seront difficiles au début mais qui pourront progressivement se développer et devenir payantes (avec aussi des propositions inter-entreprises). J'ajoute que les réformes plus globales au niveau de la réforme du crédit et de la gestion des entreprises peuvent être poussées par de telles actions limitées, si elles connaissent des succès, elles pourront servir de point d'appui au niveau parlementaire ou gouvernemental pour faire des propositions pour la politique bancaire ou celle des entreprises y compris au niveau international.

P. B.